

## Quand la colère débordera

Suite à sa veste aux régionales, Sarkozy s'est contenté d'échanger l'ancien ministre du travail avec un autre clone de sa politique. Le PS, lui, a gagné comme prévu la quasi-totalité des régions, mais pas de quoi conforter le monde du travail. Car cette « Gauche solidaire » dont parle désormais Martine Aubry, est avant tout solidaire des ambitions personnelles des éléphants du PS à la présidence de la république en 2012, et des places dont pourrait en bénéficier tel ou tel allié.

Reste les choses sérieuses, sur le terrain social, là où ce sera aux travailleurs de donner le ton politique, pour peu que le ras-le-bol général s'exprime enfin dans une véritable lutte d'ensemble.

Pour l'heure, on a eu la journée de grèves et de manifestations du mardi 23 mars. L'appel des confédérations syndicales, heureusement, a reçu une réponse nettement plus ferme que leur appel flou et hésitant, sans aucune revendication précise. Les manifestations dans les grandes villes ont rassemblé beaucoup de monde, et la grève a été bien suivie chez les enseignants et les cheminots, et pas seulement. Fait notable, c'est l'accueil positif par le reste de la population. Sur les quais de gare, malgré la gêne, les journalistes ont surtout recueilli des réactions favorables, comme celle de cette dame, sur France-Inter : « *En fait... on pourrait tous faire grève. D'ailleurs, ça me donne envie de faire grève* ». Et de l'envie à l'acte, il n'y a pas forcément loin, quand ce sentiment se généralise.

Car le ras-le-bol et la colère contre les bas salaires, les licenciements, les suppressions de postes, les compressions d'effectifs dans le secteur privé comme public, contre toutes les attaques du gouvernement, dont cette « réforme » contre nos retraites, on la ressent partout. Elle s'exprime d'ailleurs par de multiples luttes localisées un peu partout dans le pays.

Au cours de la seule dernière quinzaine, il y a eu des débrayages à Renault et de nombreuses grèves sur les salaires comme à la Snecma ou chez Thalès. Le personnel des hôpitaux parisiens se rebiffe contre le plan de suppressions de 4 000 emplois. Même chose chez les profs et les instits, soutenus par les parents d'élèves ! Mais aussi chez le personnel de la

petite enfance, chez les postiers, où il n'est pas une semaine sans une grève dans tel ou tel bureau de poste ou centre de tri. Et combien d'autres grèves contre telle ou telle fermeture et plan de licenciements.

La colère est bien là. Les luttes aussi. Mais du côté des dirigeants des confédérations syndicales, c'est un tout autre son de cloche. Bernard Thibault, mardi matin, déclare aux journalistes qu'il craint "*une certaine radicalisation du gouvernement*" sur la question des retraites, tout en « *espérant* » l'organisation d'un "*sommet social*". Il attend d'être « *convoqué* » (ce sont ses termes) par le Président de la république. De quoi rassurer Sarkozy, certes, mais pas les travailleurs en colère ! Il n'y a strictement rien à attendre de ces « sommets sociaux » où le gouvernement et le patronat font entériner au fil des semaines leurs réformes antisociales. Ras-le-bol de l'accompagnement des prétendues « réformes ». C'est la lutte de classe qui est à l'ordre du jour.

Le seul sommet qui vaille, c'est celui de toutes nos luttes, vers une grève générale qui permettrait d'imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, une augmentation des salaires, pensions et minima sociaux de 300 euros mensuels pour tous, la retraite complète à 60 ans en revenant aux 37 annuités et demie, calculée sur les dix meilleures années et indexée sur les salaires...

Il ne faut visiblement pas attendre le coup d'envoi vers la lutte d'ensemble de la part des abonnés aux sommets sociaux convoqués par le gouvernement. En revanche, les travailleurs ont les moyens de la préparer et la coordonner à partir des luttes existantes. Il faudra bien que l'initiative de la convergence des luttes vienne d'en bas.

## Ringarde la grève ?

C'est suite aux grèves et aux débrayages provoqués par la révélation du montant de la PPG, que la direction de Renault a dû lâcher une seconde prime de 500 €. La première avait été aussi concédée face aux grèves dans les centres de pièces détachées en décembre. La lutte paye. Un vieil adage plus que jamais d'actualité.

### Le coup de la prime

Pour ne pas payer de cotisations sociales sur la prime de 500 €, la direction l'a déclarée comme une avance sur une prime 2011. Et en plus c'est tendance : indexation sur le free cash flow, progression de la part variable au détriment des salaires...

La direction espère ainsi faire baisser la pression à moindre frais. Mais on est loin du compte. Pour conserver et améliorer durablement notre pouvoir d'achat, rien ne vaut une augmentation du salaire de base.

## Journée de l'équipe à la DIPV

Vendredi 19 mars, la convention de la DIPV a été boycottée par de nombreux salariés et plus d'une cinquantaine d'entre eux se sont retrouvés dans les ateliers de l'ex-CRPV pour partager café et croissants.

Le directeur a eu beau tenté de remotiver ses troupes à coup de « nous allons donner un coup de jeunesse, plus de dynamique », les beaux discours ne remplacent pas les actes.

## Une mission qui va son train de sénateur

En janvier 2010, la commission des affaires sociales du Sénat a créé une « mission d'information sur le mal-être au travail » pour étudier les risques psychosociaux et le stress au moyen d'auditions et de déplacements sur le terrain.

Jeudi 25 mars, les « missionnaires » devraient être au Technocentre et rencontrer la direction, des représentants syndicaux et faire un tour du site avec le service communication. Et les salariés ? ...

Il ne faudrait pas stresser les sénateurs.

## Daimler de rien

Les grandes manœuvres entre constructeurs automobiles continuent. C'est ainsi que Renault et Daimler devraient bientôt clore leurs négociations, commencées au moins en juillet 2009 après les déboires de Ghosn avec GM, Chrysler ou Ford.

Le capitalisme est un Monopoly aux mains de gros actionnaires qui prennent les travailleurs pour des pions. Et si les pions faisaient sauter la banque ?!

## Peut mieux faire

Les journées de l'équipe reviennent fin mai mais cette fois-ci sans thème précis. Il faut dire que les thèmes précédents, le rugby et les voyages, avaient fait un flop.

On attend la deuxième étape : la suppression de la journée de l'équipe.

## A votre écoute

Entre les bilans et leurs quotas de notes C et D et les objectifs inatteignables, l'entretien annuel n'a pas été pour beaucoup le moment d'échange privilégié tant vanté par la direction. Quant à la mobilité, on bloque ceux qui ont trouvé par eux-mêmes un poste et on mute d'office ceux qui ne demandent rien.

Rien d'étonnant ensuite si le taux de satisfaction est si bas, et celui de job strain si élevé dans les enquêtes sur le stress.

## En musique !

Pendant la convention de la DIESE du 12 mars, il y a eu comme un couac dans les discours réglés comme du papier à musique de la tribune. La salle y a mis un bémol lors de la série de questions-réponses, dénonçant entre autres l'injustice entre le blocage des salaires pour les uns et la PPG pour les autres.

La direction ne veut nous faire jouer que sa mélodie. Mais à force de ne vouloir rien entendre...

## Le travail tue, la course au profit aussi

Le suicide en février 2007 de Raymond, technicien en passage cadre au Technocentre, a été reconnu mardi 9 mars comme accident du travail par le Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale de Versailles suite au recours déposé par sa famille.

« La hiérarchie a confié à Raymond D. un objectif à atteindre sans s'interroger sur la capacité psychique et physique de son salarié à supporter cette charge accrue de travail » ont estimé les juges. Un constat hélas toujours d'actualité.

## Segula, c'est plus fort que toi

Les salariés de Segula ont débrayé le 11 mars et 200 d'entre eux se sont rassemblés à Trappes sur les salaires et contre les suppressions d'emplois. En 2009, 500 salariés de la branche automobile ont quitté l'entreprise sans plan social, à coup de licenciements pour faute ou refus de mutation et de démissions forcées.

Ce qui a entraîné l'intervention de l'inspection du travail... et le ras le bol de nombreux anciens collègues prestataires du TCR !